

Maurice Thorez
La grève politique de masse

Cahiers du bolchévisme, no 1, janvier 1930

Texte reproduit dans :
Œuvres de Maurice Thorez, livre 2e, tome 1er (1930-juin 1931), p. 9-27

LA GREVE POLITIQUE DE MASSE

LE mouvement ouvrier se développe actuellement sur une courbe ascendante. Les conditions générales de la crise du régime, l'approfondissement des contradictions essentielles du système capitaliste, leur évolution certaine vers de prochaines et formidables explosions, sont à la base du nouvel essor révolutionnaire.

Le nombre des grèves qui éclatent, leur caractère plus politique, indiquent que nous sommes entrés dans cette phase « d'essor révolutionnaire des masses ». C'est ainsi que se trouve mis à l'ordre du jour du mouvement ouvrier, comme forme supérieure de la lutte, dans cette étape décisive . la grève politique de masse.

LA GREVE, ARME DU PROLETAIRE

La grève a toujours été l'arme principale du prolétaire.

La grève est une manifestation consciente de la lutte des classes.

Mais les grèves sont très diverses quant à leurs causes, à leur durée.

La majeure partie des grèves se déclenche pour des revendications strictement professionnelles, pour des questions de salaires et de durée du travail. Elles se limitent fréquemment aux ouvriers d'une entreprise, et ne s'étendent que peu à peu aux ouvriers d'une même Industrie, et à l'échelle régionale ou nationale. Parfois la grève corporative, longue ou courte, se déroule dans un calme relatif ; le plus souvent elle connaît des épisodes violents et même sanglants.

Pour un communiste toute manifestation de la lutte des classes porte un caractère politique. C'est vrai pour la grève corporative la plus élémentaire. Nous réfutons à ce sujet les bobards anarcho-réformistes des jaunes confédérés et de leurs amis les minoritaires de la C.G.T.U. Toute grève, même peu importante, même provoquée uniquement pour des motifs économiques et professionnels, comporte toujours un aspect social et politique. C'est ce dont se convainquent rapidement les ouvriers eux-mêmes en présence de l'intervention, aux côtés de leur patron et contre leurs revendications, de l'appareil d'Etat bourgeois.

Le caractère politique de toute grève - même si les objectifs des grévistes sont purement professionnels - apparaît plus nettement dans les périodes de grandes difficultés pour la bourgeoisie, dans les moments de crise économique et d'instabilité politique. Alors la revendication corporative ajoute aux embarras des capitalistes, et peut se répercuter sur toutes ou presque toutes les branches de la

production capitaliste, aggravant la crise économique. Mais la grève en elle-même, la manifestation de lutte prolétarienne, si elle entraîne un grand nombre de prolétaires, accroît l'instabilité politique et porte un rude coup à tout l'appareil de domination bourgeoise.

C'est ce qui se produit actuellement. Chaque grande grève de ces dernières années a bien éclaté pour la satisfaction des revendications corporatives. Mais comme elle se produisait dans une époque où la bourgeoisie impérialiste doit, à tout prix, rationaliser, surexploiter, et, en vue de la guerre impérialiste, briser la capacité de résistance et de contre-offensive de la classe ouvrière, chacune de ces grèves a été une grande bataille politique.

L'efficacité de la grève est toujours conditionnée par la combativité des grévistes. De ce point de vue la grève est une incomparable école de la lutte des classes, et elle forme les meilleurs combattants du prolétariat. Aussi devons-nous accorder une attention toute spéciale aux méthodes politiques et d'organisation qui assurent la manifestation maximum de la force prolétarienne : préparation et direction de la grève, liaisons entre la masse, ses comités de grève, les syndicats, le Parti ; constitution des organismes de protection, etc. Il faut, en particulier, envisager l'application résolue de la violence prolétarienne. Cela nous conduit à une nouvelle dénonciation du réformisme dont le rôle « pacificateur » et « légaliste » tend à l'affaiblissement du prolétariat en lutte et provoque la défaite.

Les « souvenirs émus » d'un Marty-Rollan sur Clemenceau ne ressusciteront pas les ouvriers de vingt villes ou centres industriels de France assassinés par le Tigre et ses pareils. La violence dans la grève n'est pas le fait des ouvriers « ignorants obéissant à leurs instincts primaires » (style Peuple¹). La violence, c'est le fait social qui résulte de la division en classes et qui ne disparaîtra qu'avec l'extinction des classes. Dès lors tous les appels hypocrites à des « méthodes plus civilisées » (la civilisation des tanks et des gardes mobiles !) ne font que désarmer la classe ouvrière devant son ennemie, la bourgeoisie armée jusqu'aux dents.

Les ouvriers en grève ne peuvent renoncer à la violence collective sans se condamner eux-mêmes à l'impuissance et à la défaite. La grève « des bras croisés » est une bêtise et une faute. Les grévistes, lorsqu'ils groupent la majorité du personnel, ont raison d'assurer, au besoin par la violence, l'arrêt total de l'entreprise et ne doivent pas permettre à

¹ Le Peuple, journal quotidien, était alors l'organe de la direction réformiste de la Confédération générale du travail. (N.R.)

une équipe de jaunes racolés tant bien que mal de briser le mouvement. Les grévistes ont raison de se protéger et de protéger leurs militants contre les arrestations en faisant front courageusement à l'attaque policière.

Cette violence organisée et collective du prolétaria en lutte ne peut même pas s'arrêter devant le fétiche du légalisme. La loi est l'expression de la domination capitaliste, et le prolétariat est en rébellion légitime et permanente contre le capitalisme et ses lois. Au contraire les grévistes parviennent plus facilement et plus rapidement à leurs fins lorsqu'ils usent de tous les moyens en leur pouvoir, sans s'arrêter aux dommages qui peuvent en résulter pour l'entreprise.

L'Humanité (3 décembre 1929) a publié un article suggestif de la revue patronale le Nord industriel sur la grève victorieuse de Trith-Saint-Léger, dont nous extrayons le passage suivant :

La grève devint générale, 3.000 ouvriers quittèrent hauts fourneaux, aciéries et autres ateliers. Les dirigeants communistes [c'est-à-dire le Comité de grève M.T.] empêchèrent une équipe de secours d'alimenter les hauts fourneaux en marche. En présence du grave préjudice que ce conflit allait occasionner à la société, la direction dut s'imposer un sacrifice en augmentant les salaires de tout son personnel ouvrier.

LA GREVE « POLITIQUE »

Jusqu'ici nous avons eu uniquement en vue les grèves déclenchées pour la satisfaction de revendications corporatives.

Leur caractère politique, plus ou moins apparent selon les cas, n'est pas toujours clair dans l'esprit des grévistes eux-mêmes. Avec le développement de la conscience de classe, avec la création des organisations ouvrières (syndicats et Parti), nous commençons à trouver des grèves politiques. C'est-à-dire des grèves dont les ouvriers eux-mêmes ont souligné consciemment le caractère politique en ajoutant des mots d'ordre politiques aux revendications économiques, et même en mettant au premier plan la revendication politique.

De nombreux exemples illustrent cette notion de la grève politisée. En septembre 1893 les mineurs du Pas-de-Calais et d'Aniche se mettaient en grève. La grève dura 45 jours et entraîna au début l'unanimité des 30.000 mineurs des puits touchés. Elle se déroula dans une atmosphère de violence et de provocations policières. Il y eut un tué, des dizaines de blessés, des centaines de condamnations. Toute l'équipe des députés et avocats socialistes était mobilisée dans le Pas-de-Calais, y compris le fameux Millerand, qui défendait les mineurs poursuivis.

Aux revendications corporatives les mineurs avaient ajouté en sixième point : « Interdiction de renvoi pour condamnation ». Il s'agissait de mettre un terme à l'odieux congédiement comme conséquence de la moindre condamnation correctionnelle encourue pour des faits étrangers à la mine. Les patrons et les ministres d'alors ne manquèrent point de parler de grève extra-corporative et de protester contre l'intervention des élus et militants socialistes appartenant aux différents groupements de l'époque. A quoi Basly et Millerand répondaient en soulignant *dans les corons que le socialisme devenait ainsi l'enjeu de la bataille.*

Cet été les terrassiers et les cimentiers de Paris ont développé leur agitation pour les revendications corporatives. A la suite de l'arrestation des deux secrétaires, Le Gall² et Guillemain, les ouvriers firent grève en ajoutant aux mots d'ordre : « *Libération de Le Gall et de Guillemain.* » Les travailleurs du bâtiment intéressés dans le conflit ont admirablement compris le problème de la lutte politique contre l'Etat bourgeois et contre ses prisons, inséparable de la revendication économique.

Des grèves ont été réalisées essentiellement et parfois même exclusivement sur des mots d'ordre politiques. En général ces grèves touchent presque toutes les corporations, sont de courte durée et la plupart constituent une manifestation de solidarité. En premier lieu nous placerons le 1er Mai. Chaque année, à la revendication fondamentale des 8 heures, les ouvriers ont ajouté les mots d'ordre politiques du moment. C'est ainsi que depuis quelques années nous avons constamment manifesté le 1er Mai pour la défense de la Révolution soviétique. Avant la guerre la C.G.T. déclencha plusieurs mouvements de solidarité avec des corporations en lutte, avec des militants traqués, ou encore comme protestation contre les assassinats de militants ouvriers au cours des grèves.

Depuis la guerre il y eut ainsi plusieurs grèves politiques, telles celle du 28 août 1922 contre l'assassinat des ouvriers havrais et surtout celle du 12 octobre 1925 contre la guerre du Maroc, ainsi que les mouvements multiples du 1^{er} août pour la défense de l'Union soviétique.

LA GREVE GENERALE

La grève élève les prolétaires à la conscience de classe plus que ne saurait le faire la simple propagande. Victorieux ou défaits, les ouvriers se rendent compte que le but, le terme de leur lutte ne peut

² Fut plus tard conseiller municipal communiste de Paris. Fusillé par les Allemands le 7 mars 1942 à Clairvaux. (N.R.)

être que la disparition totale du régime d'exploitation capitaliste. L'idée de la grève générale en tant que moyen unique et décisif du prolétariat révolutionnaire pour la subversion du capitalisme ne pouvait manquer de naître. Elle suscita d'âpres discussions au sein du mouvement ouvrier entre les différentes tendances ou écoles, particulièrement entre les anarcho-syndicalistes et les social-démocrates.

Nous devons souligner que la formule la grève générale s'entend pour un mouvement d'ensemble du prolétariat en faveur de revendications politiques, et surtout de l'assaut final au régime. Par conséquent il faut mettre hors de discussion la grève corporative même étendue, que l'on dit trop souvent grève générale, et la grève intercorporative de solidarité et de courte durée.

Dans notre presse communiste on trouve ainsi trop fréquemment *grève générale* de telle ou telle corporation, alors qu'il s'agit simplement de mouvements corporatifs généralisés, c'est-à-dire englobant la totalité ou presque n'ir.o ouvriers de l'industrie considérée.

C'est en France que la *grève générale* trouva ses apôtres les plus fervents. La pensée des anarcho-syndicalistes et des politiciens socialistes, qui les appuyaient, était que, dans les conditions modernes de la production capitaliste et avec la force grandissante du mouvement ouvrier, les grèves, en s'élargissant et en gagnant toutes les corporations, ne pouvaient manquer d'aboutir à une grande catastrophe. Le congrès syndical de Bordeaux en 1888 déclara : *seule la grève générale ou la révolution pourra réaliser l'émancipation de la classe ouvrière.*

La grève générale fut aussi préconisée comme moyen d'empêcher la guerre impérialiste. Au sein de la I^{er} Internationale cette conception trouva des adeptes et elle fut reprise vers 1890 par des social-démocrates notoires, dont Nieuwenhuis, qui la défendit dans les congrès de la II^e Internationale, et... Hervé. qui s'en fit le diampion en France.

Naturellement cette conception simpliste de la grève générale fut condamnée par la social-démocratie, y compris les éléments révolutionnaires qui devaient ultérieurement fonder l'Internationale communiste. Il était naïf d'imaginer toute la masse prolétarienne obéissant subitement au mot d'ordre de grève générale, abandonnant partout le travail, *se croisant les bras*, et par ce simple refus de travail rendant la guerre impossible ou provoquant la chute de la bourgeoisie. C'était s'illusionner grandement sur les effets de la seule grève et surtout sur les moyens de la bourgeoisie. L'esprit utopique et réactionnaire des anarcho-syndicalistes se découvrait complètement

dans cette abstraction et cette méconnaissance de la lutte quotidienne et de sa liaison avec les luttes plus décisives.

La social-démocratie faisait observer avec raison que l'on ne saurait se désintéresser des revendications les plus minimales de la classe ouvrière et négliger la lutte politique sous ses différentes formes. Elle insistait aussi sur le besoin de l'organisation, alléguant que les cadres et la masse, mieux éduqués par la propagande et mieux organisés dans les combats économiques et politiques, seraient plus aptes au combat final, qui serait l'insurrection armée.

Jusqu'alors rien que de très juste. Mais au début du siècle la façon dont la social-démocratie officielle jugea les mouvements engagés par les ouvriers belges pour conquérir le suffrage universel, et les conclusions qu'elle en tira, firent apparaître, sous la critique orthodoxe, l'esprit opportuniste et laissèrent prévoir la faillite ignominieuse du 2 août 1914.

En 1891 et en 1895, aux débuts du Parti ouvrier belge, le prolétariat, privé du droit de vote, arracha par la grève de masse une première révision de la Constitution et l'obtention du vote plural, qui toutefois continuait à l'inférioriser.

Le 14 avril 1902, sous la pression de la masse, ainsi que le reconnurent les chefs du P.O.B. par la suite, la grève générale éclatait à nouveau pour le suffrage universel total. Les masses étaient enthousiastes et ardentes. Il y eut des collisions avec la police, qui tua et blessa de nombreux ouvriers. Mais les chefs, effrayés par le mouvement, se raccrochèrent à de vagues négociations parlementaires pour le briser net et ordonner, le 19, la reprise du travail.

Une grande polémique s'engagea alors dans l'internationale ouvrière pour et contre la grève générale, sur la base de l'expérience belge. Rosa Luxemburg, par exemple, critiquant justement l'attitude équivoque, parlementariste et « légaliste » des Vandervelde et C^{ie} estimait en substance que la défaite du prolétariat belge ne condamnait pas la grève politique de masse comme arme du prolétariat, mais soulignait seulement l'esprit borné et opportuniste des dirigeants belges.

Au contraire les opportunistes de tous les pays proclamèrent que la défaite belge signifiait la fin de l'action révolutionnaire et la reconnaissance de l'action réformiste. Jaurès avait déjà écrit (La Petite République 15 février 1902) : « *La seule méthode qui reste au prolétariat est celle de l'organisation légale et de l'action légale.* » Ses « adversaires » orthodoxes de la social-démocratie allemande se mirent à proclamer à leur tour que non seulement la conception anarchiste de

la grève générale, panacée utopique, mais aussi la grève politique de masse, l'action de rue, devaient être condamnées. Les méthodes de lutte directe se révélaient surannées et devaient faire place à

L'éducation politique et l'organisation de la classe ouvrière considérées comme la seule préparation sérieuse pour la conquête du pouvoir politique.

Cette phrase, comme Lénine et les bolchéviks surent le montrer, n'avait rien de répréhensible, à condition que « *l'éducation politique et l'organisation de la classe ouvrière* » se fassent dans la lutte directe, y compris et surtout par la grève politique. Mais pour les opportunistes elle signifiait le renoncement à la lutte directe et l'enlisement dans le marécage parlementariste et démocratique.

Cependant, dix ans après, presque jour pour jour, le prolétariat belge se lançait dans une nouvelle grève générale qui dura cette fois dix jours.

Encore une fois les chefs saisirent la première occasion de compromis pour arrêter le mouvement qu'ils avaient reculé indéfiniment. Cette fois la critique vigoureuse de Rosa

Luxembourg la conduisit partiellement à l'erreur. Pour elle, le problème essentiel n'était plus tellement dans les conditions de la grève elle-même, mais dans sa préparation. Rosa Luxembourg, mettant en parallèle les « fautes d'organisation » des chefs et l'entrain spontané des masses, ne concluait plus seulement au sabotage des chefs, mais aussi à la nocivité de la longue préparation (elle avait duré neuf mois et avait mobilisé l'ensemble du P.O.B., coopératives comprises, parce que les chefs avaient dû compter avec la poussée des masses qui voulaient la lutte) et, de là, à la supériorité de l'action spontanée sur l'action trop minutieusement organisée.

Rosa Luxembourg voyait bien la confiance qu'il faut accorder aux masses, amenées par les conditions objectives à l'action révolutionnaire, et cela la séparait des futurs social-chauvins et social-fascistes qui attendaient tout de la complaisance des adversaires bourgeois et craignaient l'action populaire, mais elle ne comprenait pas toute l'importance de l'organisation pour la conduite victorieuse du mouvement de masse, et cela la séparait de Lénine et des bolchéviks.

L'EXPERIENCE BOLCHEVIK

Lénine avait écrit dès 1903 :

On ne saurait se représenter la révolution sous la forme d'un acte unique : la révolution sera une succession rapide d'explosions plus ou moins violentes, alternant avec des phases de calme plus ou moins profond.

Cette perspective avisée nécessitait une action multiforme où la grève et la combinaison de la grève avec d'autres formes de la lutte prolétarienne tenaient une grande place.

En 1905 Lénine, étudiant les conditions et les aspects du développement dialectique des grèves, écrit :

Un mouvement large et qui ait vraiment un caractère de masse est impossible sans une liaison étroite entre les grèves économiques et les grèves politiques : la forme concrète de cette liaison c'est qu'au début du mouvement et lors de l'entraînement de nouvelles couches dans le mouvement, la grève purement économique réveille les retardataires et les mette en mouvement, qu'elle généralise et étende le mouvement et l'élève à un degré supérieur.

Puis contre les chefs opportunistes de la IIe Internationale et leur variété menchévik russe qui condamnaient, au fond, avec la conception erronée de la grève générale, toute action révolutionnaire. Lénine mit en relief le contenu révolutionnaire de la grève politique. Les opportunistes répétaient alors : Generalstreik ist Generalunsinn (la grève générale est un non sens général). Lénine rejeta l'enveloppe utopique et amarchisante qui masquait, sous la formule *grève générale*, l'Immense capacité révolutionnaire des masses mises en branle par la grève politique. Sous son influence le IIe congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe (premier congrès bolchévik), réuni à Londres en avril 1905, vota sur la question de l'insurrection armée une résolution soulignant particulièrement comme moyen d'y parvenir *les grèves politiques de masse*.

La clairvoyance révolutionnaire de Lénine et des bolchévik ne tarda pas à se vérifier. Les grèves se succédaient à travers les grandes villes et les centres industriels de l'ancienne Russie. Les grèves éclataient pour des revendications économiques, puis s'élargissaient aux mots d'ordre politiques. Les ouvriers manifestaient dans les rues, malgré les forces armées.

En octobre 1905 éclata une grande grève générale et enfin, en décembre, le prolétariat de Moscou passait partiellement à l'insurrection. On sait que la révolution fut battue. Cependant, loin d'infirmes les méthodes bolchévik de préparation et d'organisation de l'action de masse, la révolution de 1905 en montra l'efficacité.

Durant les années de dépression Lénine maintint l'orientation bolchévik. Et quand apparut la nouvelle vague d'assaut Il rappela une fois de plus l'importance des grèves et leur signification. En 1912 les ouvriers d'une grande entreprise de la Léna firent une grève courageuse qui fut noyée dans le sang. Lénine y vit l'aube de la nouvelle révolution. Les événements ne le démentirent pas. [En 1913,

au début de 1914, à la veille de la guerre, les grèves se multipliaient. A SaintPetersbourg il y eut même de nouvelles barricades. Lénine répond alors à la question : « *Comment unifier et élargir le mouvement ?* »

Ce moyen est : la grève révolutionnaire, la grève tenace qui saute d'un endroit à un autre, d'un bout du pays à l'autre, la grève répétée, la grève qui élève les retardataires à une nouvelle phase de la lutte pour les améliorations économiques, - la grève qui stigmatise et flagelle tout acte de ce gouvernement de violence, d'arbitraire et de crime qu'est le tsarisme, la grève démonstrative qui déploie dans les rues de la capitale le drapeau rouge, qui lance dans la foule, dans la masse du peuple des discours et des mots d'ordre révolutionnaires.

LES EXPERIENCES FRANÇAISES D'APRES GUERRE

La grève politique de masse n'est pas quelque chose de tout à fait nouveau pour les prolétaires de France.

Le 26 août 1922 quatre ouvriers grévistes étaient assassinés au Havre. Une grande émotion s'empara de toute la France prolétarienne. Sans délai, les éléments anarchisants de la Fédération unitaire du Bâtiment poussèrent la direction communiste ou sympathisante de la C.G.T. unitaire à déclencher une grève générale de 24 heures. Cette grève fut fixée au 28 août. Elle connut un succès très limité.

La grève fut évoquée devant le Comité exécutif de l'internationale communiste qui en fit une critique sérieuse. Mais quel fut le sens de cette critique ?

Contre la grève de protestation ? Nullement. Contre la hâte invraisemblable et, par suite, contre l'impréparation désastreuse du mouvement, qui reflétaient toute la vieille mentalité anarcho-syndicaliste. Les ouvriers de plusieurs centres ne connurent l'ordre de grève que le jour même, sinon le lendemain.

La grève politique de protestation était un mot d'ordre juste, mais il fallait la préparer et ne pas compter seulement avec la spontanéité. Il fallait aussi que le Parti communiste soit appelé à organiser et à diriger conjointement avec les syndicats unitaires cette action politique. Or la grève fut décidée sans même l'avis du Parti. On exigea simplement de pouvoir disposer de l'Humanité, organe central du Parti. Cette attitude hostile au Parti, et contraire à l'intérêt du mouvement ouvrier, de la part des anarcho-syndicalistes qui dirigeaient alors la Fédération du

Bâtiment, n'avait rien qui pût surprendre. Mais le pire, c'est qu'elle était soutenue par des éléments se disant communistes et même adhérents du Parti. Au congrès de Paris, un délégué niait au Parti le droit d'intervenir dans le mouvement autrement que comme auxiliaire relégué aux besognes subalternes dont on voudrait bien le charger.

La grève du 12 octobre 1925 contre la guerre du Maroc fut un mouvement plus considérable. L'idée de la grève de 24 heures fut lancée dans les congrès ouvriers qui se tinrent à Paris et dans les grands centres du pays en juillet et août. La préparation du mouvement fut confiée à un Comité central d'action, qui réalisa en cette période l'unité de lutte entre le Parti, la C.G.T.U. et les autres grandes organisations du prolétariat révolutionnaire. Mais cette fois le Parti apparaissait clairement dans la bataille. C'est lui qui lança et fit adopter les mots d'ordre essentiels, tels que l'évacuation du Maroc et la fraternisation (on commit même à l'époque la faute d'imposer les mots d'ordre intégraux du Parti comme condition de la participation aux comités d'action). Les congrès ouvriers lancèrent aussi le mot d'ordre d'organisation des comités d'unité prolétarienne qui devaient unir la lutte pour les revendications immédiates de l'entreprise à la lutte général contre la guerre du Maroc. Le congrès de la C.G.T.U. ratifia le mot d'ordre de grève de 24 heures.

L'exécution en fut décidée pour le 12 octobre. Près d'un million d'ouvriers chômèrent complètement. La banlieue parisienne fut soumise à un véritable état de siège. Dans la matinée, un jeune prolétaire de 25 ans, Sabatier, fut assassiné aux portes d'une usine de Suresnes par un employé patronal que les tribunaux bourgeois acquittèrent. A Saint-Denis il y eut de violentes collisions avec la police municipale et la garde républicaine ; la circulation fut interrompue pendant plusieurs heures. A Paris de nombreuses bagarres éclatèrent, au cours desquelles l'acharnement policier se manifesta particulièrement contre les militants.

La grève du 12 octobre fut une grande bataille politique. Elle plaça le prolétariat de la métropole aux côtés des esclaves coloniaux pour une lutte commune contre l'impérialisme. Pour la première fois le prolétariat français, guidé par un Parti communiste, menait la guerre, pendant la guerre, à sa propre bourgeoisie et faisait sienne la doctrine léniniste du défaitisme révolutionnaire.

Du point de vue politique, la grève du 12 octobre montra plus nettement qu'auparavant la politique impérialiste de la social-démocratie, dont les cadres s'unirent à la bourgeoisie pour tenter d'empêcher la grève et essayer, le lendemain, d'en diminuer l'étendue et la portée. Elle provoqua aussi une différenciation dans les organisations révolutionnaires et une élimination salutaire de social-

impérialistes des rangs du Parti communiste.

Du point de vue de l'organisation, la grève du 12 octobre révéla de grandes faiblesses : campagne insuffisante, quoique longue, pour la réalisation de la grève, puis précipitation du mouvement ; travail insuffisant pour la création des comités d'unité prolétarienne ; absence de travail des fractions syndicales, sinon inexistence de ces fractions. Au contraire, à l'actif, on put mettre la grève totale dans les entreprises où avaient travaillé une cellule et fonctionné un comité d'imité prolétarienne et surtout dans les corporations où l'on avait su lier intelligemment les revendications économiques aux mots d'ordre généraux du Comité d'action.

Enfin, du point de vue de la tactique révolutionnaire, la journée du 12 octobre montra l'efficacité des actions combinées allant de la grève à la manifestation de rue avec ou sans interdiction gouvernementale.

LE 1^{er} AOÛT

Le 1er août, le prolétariat, à l'appel de l'Internationale communiste, se proposait de manifester contre la guerre impérialiste et pour la défense de l'U.R.S.S. La liaison établie avec les revendications immédiates ne soulignait que plus fortement le caractère profondément politique du mot d'ordre principal et de celui qui le suivait immédiatement : lutte contre la social-démocratie.

Les formes de la manifestation du 1^{er} août ont été multiples. La plus efficace a été la grève. Des centaines de milliers de prolétaires ont réalisé le 1^{er} août une importante grève politique de masse. Le chômage a été presque total pour les mineurs ; le bâtiment, les métallurgistes, les ouvriers du textile ont fourni de gros bataillons de grévistes. Les ouvriers des services publics, en nombre encore restreint il est vrai, ont aussi participé à la grève politique.

Souvent loin de se croiser les bras et de rester tranquillement chez eux, les grévistes ont manifesté dans les rues et ont soutenu de violents combats contre les forces policières. Les manifestations commencèrent même dans les usines, et la lutte contre la police en uniforme fut menée à l'intérieur des entreprises. Chez Citroën ce fut dans la journée une succession d'actions partielles qui aboutirent à la grève sur le tas et au chômage de milliers d'ouvriers, et ce malgré la terreur et le mouchardage « rationalisé ».

Il se produisit des cas de fraternisation entre grévistes et soldats, notamment à Troyes, Sète et Anzin.

Ce qui donne toute leur signification à la grève politique du 1er août et aux autres moyens de lutte révolutionnaires qui l'accompagnèrent, c'est leur application dans les conditions d'un régime d'exception, qui

démontre un effort formidable de la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire, mais qui souligne aussi le passage à un degré plus élevé de l'action de masse contre l'impérialisme.

La grève politique du 1er août s'est réalisée contre la coalition gouvernementale, patronale et social-démocrate. Le gouvernement bourgeois a mobilisé pour la première fois à l'échelle nationale ses nouvelles formations de guerre civile ; il a fait procéder à une occupation militaire ostensible des centres industriels. La presse bourgeoise a donné à fond contre le communisme et la « Journée rouge ». Mais c'est la social-démocratie qui a fourni les arguments idéologiques contre le « putsch » communiste, qui a dénoncé la « violence » communiste et qui a engagé, parallèlement au complot gouvernemental, une abominable campagne de calomnies et de ragots policiers contre le Parti communiste et ses militants.

La grève politique a permis de démasquer les opportunistes du Parti et leurs amis de la C.G.T.U. Les dirigeants de certains syndicats unitaires, sous l'inspiration des Monatte et Cie, sont allés jusqu'au sabotage direct de la « *grève communiste* », tandis que dans le Parti les éléments « *légalistes* » et passifs se sont découverts et ont suscité contre eux l'indignation des éléments combattifs du Parti et des sympathisants qui participèrent ardemment à l'action du 1er août.

Une constatation de prix, c'est la nécessité pour le succès de la grève politique de savoir bien relier les revendications les plus minimales aux mots d'ordre principaux. Partout où cette liaison a été opérée de façon satisfaisante la grève fut presque totale (par exemple chez les mineurs). Ainsi il apparaît que, bien loin de conduire à la méconnaissance et à la sous-estimation des revendications partielles, la grève politique de masse exige leur parfaite élaboration et vulgarisation et une grande aptitude à les rattacher aux objectifs plus généraux du prolétariat.

Le 1er août a montré l'influence grandissante du Parti communiste, la reconnaissance dans la bataille de son rôle dirigeant, c'est-à-dire, par conséquent, la maturité politique déjà grande de larges couches de la classe ouvrière. Sous l'influence des facteurs objectifs et subjectifs, un nombre considérable de prolétaires se sont assimilés « pratiquement » la « grève politique de masse ».

Enfin l'action du 1er août a mis en relief la valeur de la grève politique de masse combinée avec d'autres formes de lutte, en premier lieu la manifestation d'usine et de rue. On a vu comment l'usine était vraiment la base d'opérations du prolétariat révolutionnaire, le pivot de son action, comment il partait de là pour opposer un front solide aux attaques policières et réussir à tenir la rue.

Mais on a vu aussi l'importance des problèmes d'organisation. L'initiative des masses s'est manifestée avec une étonnante variété ;

elle s'est surtout déployée là où l'organisation en avait créé les prémisses, elle n'a pu nulle part suppléer totalement à l'absence d'organisation. Deux questions principales sont posées à ce sujet : 1° le rassemblement des ouvriers de l'entreprise dans une large organisation qui prépare activement la grève et en assure la réussite ; c'était le rôle dévolu aux comités du 1er août, dont bien peu furent effectivement constitués ; 2° la constitution, avec l'aide des comités de lutte, de groupes de défense ouvrière pour l'organisation du débauchage, la protection des cortèges ouvriers, et la lutte contre la police.

L'ETAPE ACTUELLE

Nous avons essayé de donner sur la question de la « grève politique de masse » ce rapide aperçu historique et critique, sans prétendre à épuiser un sujet aussi vaste. Notre but est de montrer l'importance de la grève comme arme de lutte du prolétariat, et surtout à l'étape actuelle la portée de la « grève politique de masse ».

La situation présente est caractérisée par la poussée grandissante du mouvement de masse. La préparation de la guerre impérialiste contre l'Union soviétique et de guerres entre impérialistes est notoirement la préoccupation centrale de la bourgeoisie dans tous les grands Etats capitalistes. La bourgeoisie française y est poussée par le besoin irrésistible de s'ouvrir de nouveaux marchés ou de se défendre contre ses concurrentes.

Parallèlement à la préparation matérielle, diplomatique, politique, psychologique de la guerre impérialiste, la bourgeoisie, soutenue par les socialistes, déploie un immense effort de rationalisation qui pèse et pèsera toujours plus sur le prolétariat et les masses laborieuses. Et pour briser la résistance croissante des prolétaires et des paysans pauvres à la politique Impérialiste, la bourgeoisie, son gouvernement et sa Chambre d'Union nationale traquent le mouvement révolutionnaire, emprisonnent les militants communistes, assassinent les travailleurs.

Nous allons vers des batailles toujours plus larges, toujours plus élevées. Nous allons donc vers des grèves toujours plus nombreuses, toujours plus violentes, toujours plus « politiques ». La bourgeoisie et la social-démocratie se rendent exactement compte de ces perspectives. Aussi elles cherchent par tous les moyens à empêcher l'éclosion des grèves et à briser celles qu'elles n'ont pu prévenir. Les réformistes essayent de faire imposer « l'arbitrage obligatoire » dans les conflits corporatifs. Ils savent bien, ceux qui nous accusent hypocritement de « faire de la politique », que toute grève, dans la

situation présente, est un gros événement politique et un coup porté à la politique générale de l'impérialisme.

Nous, les communistes, nous devons toujours mieux organiser les ouvriers en vue des grèves corporatives, en les liant à la lutte générale du prolétariat contre la bourgeoisie et sa guerre impérialiste, contre la dictature du capital et pour la dictature du prolétariat.

Nous devons donc prévoir les moyens d'unifier les actions locales et corporatives, de fondre les grèves de toute nature, les manifestations des paysans et des soldats en un large mouvement général et conscient. La « grève politique de masse » nous fournit ces moyens.

Par la grève politique de masse nous franchirons victorieusement l'étape actuelle et nous préparerons politiquement et organiquement le prolétariat à l'étape ultérieure qui ne pourra être que la lutte directe pour le pouvoir et qui nécessitera l'insurrection armée.

Germinal³

³ Pseudonyme utilisé par Maurice Thorez pour signer les articles qu'il écrivait alors qu'il était en prison.